

lareleveetlapeste.fr

Dans un rapport gouvernemental, les anarchistes et les vegans sont désignés aussi dangereux que des djihadistes

6-7 minutes

Diviser puis réprimer : en associant dans un rapport les anarchistes et les vegans à des terroristes en puissance, le gouvernement pourrait bien préparer la justification à une répression de plus en plus violente envers les luttes sociales et écologiques.

C'est une ligne qui aurait pu passer inaperçue, sans la vigilance de journalistes comme Claire Lecoivre, dans [son enquête complète sur la stratégie des militants écolo](#) pour Le Monde Diplomatique. [Dans un rapport daté du 6 juin 2019](#), une commission d'enquête de l'Assemblée Nationale assimile les anarchistes et les vegans à des terroristes en puissance, ainsi que le dit très explicitement la proposition n°31 :

« étendre le champ d'action du CIPDR (Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) à la radicalisation identitaire et à d'autres formes de radicalisation (**anarchiste, antisioniste, vegan etc.**); élargir le champ du site «Stop-Djihadisme» aux formes précitées de radicalisation et le rebaptiser «Stop-Radicalisation»; introduire un module de

sensibilisation aux risques liés aux différentes formes de radicalisation dans le cadre du service national universel. »

Cette recommandation, [parmi d'autres faisant les mêmes amalgames](#), participe à **laisser totalement l'Etat décider de ce qui est légitime ou non, quand bien même ce jugement irait à contre-courant de la protection des droits sociaux et des enjeux écologiques**. Si le gouvernement peut traiter des manifestants vegans comme des terroristes présumés, quels sont les moyens d'expression laissés aux protecteurs du vivant ?

« Ce rapport est extrêmement inquiétant pour nos libertés. Et la première réponse que peut lui opposer la population est la solidarité. Il est hyper important que tout le monde soit solidaire avec ceux qui sont poursuivis par la répression policière que l'on soit [écologiste](#), [gilet jaune](#), [journaliste](#) ou [pompier](#). C'est dans cet état d'esprit que nous avons décidé de créer SuperLocal, un réseau de lutte et de solidarité, qui vise à stopper des sites et projets polluants. » explique Victor Vauquois, [co-créateur de la campagne SuperLocal](#), à La Relève et La Peste

Si cette recommandation n'a pour l'instant pas été suivie d'une proposition de loi, elle en dit long sur l'état d'esprit du gouvernement actuel face aux revendications sociales et écologiques portées par une partie de plus en plus grande de la population. Toute idée qui ne viendrait pas de l'Etat pourrait être considéré comme *« une association qui remet en cause les fondements de la République »*, et donc : un ennemi à abattre.

A la veille du weekend d'anniversaire du mouvement des Gilets Jaunes, nombreux sont celles et ceux qui sont inquiets de la réaction des forces de l'ordre. En effet, la répression policière et

judiciaire à ce mouvement social a été parmi l'une des plus violentes dans l'histoire de la France. Les chiffres officiels sont éloquentes : 3.830 blessés, 8.700 gardés à vue, 13.460 tirs de LBD 40 et 1.428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées explosives. [Le bilan établi par le journaliste David Dufresne](#) est encore plus marquant : 2 décès, 315 blessures à la tête, 24 éborgné-e-s et 5 mains arrachées.

En mutilant un individu, le gouvernement [espèrerait ainsi terroriser tous les autres et étouffer les contestations sociales](#). Et cette méthode d'intimidation risque de se renforcer, comme en témoigne [un article de Libé](#) sur le futur « *schéma national du maintien de l'ordre* » dont les organisations nationales et internationales veillant au respect des droits de l'homme ont été exclues de l'élaboration.

Ce « schéma national » évoque très brièvement [l'usage des armes contre la population](#), sans en préciser le cadre ni les limites, même lorsqu'il s'agit [d'armes de guerre illégales dans d'autres pays](#). Il rappelle le principe de « *maintien à distance de la foule pour préserver l'intégrité physique des manifestants pacifiques* » tout en insistant sur une plus grande « *capacité d'interpellation ciblée au contact des auteurs de troubles* », c'est à dire de plus grande marges de manœuvres accordées aux brigades de recherche et d'intervention (BRI), normalement armées et entraînées pour faire face au grand banditisme ou au terrorisme, et aux brigades anti-criminalité (BAC).

« Être écologiste, c'est se battre pour un monde meilleur et pour la survie de tou.te.s, animaux et végétaux qui peuplent la terre. Ce combat n'est pas violent, par essence. En revanche, l'Etat organise une violence symbolique, par le mépris qu'il instille, et physique, par la répression qu'il orchestre en ignorant les lois qu'il doit garantir, les citoyen.ne.s qu'il est supposé protéger. Chaque année, des policiers, ces gens d'armes, répriment, oppressent, terrorisent et tuent afin de défendre les intérêts des plus riches et des plus puissants. » dénonce ainsi [Extinction Rébellion Lyon](#)

Face à la répression étatique, la solidarité populaire s'organise. Le mouvement SuperLocal, qui débutera officiellement le 18 novembre, regroupe ainsi [quelques centaines de luttes locales](#), portées par des personnes aux profils variés, autour des enjeux de l'écologie et du climat, mais surtout de la santé et de la sauvegarde de l'emploi. L'association [« Notre Affaire à Tous »](#) est partie prenante du réseau pour accompagner les collectifs sur les aspects juridiques et législatifs, et protéger les militants de l'appareil judiciaire.

Parmi les personnes déjà engagées dans les luttes locales, certaines n'avaient jamais manifesté auparavant. C'est tout simplement le seul recours qu'elles ont trouvé en voyant s'accomplir des projets d'aménagement sur leur territoire pour lesquels la population n'avait pas été concerté. Pour de plus en plus de françaises et français, c'est désormais clair : plus question de subir, il est l'heure d'agir.

16 novembre 2019 - Laurie Debove